

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

Ministère de l'Economie et
Des Finances

DIRECTION GENERALE DU PLAN

2316/0162
N° _____/MEF/DGP/CT.zmw

Dakar, le 20 NOV 2011

Le Directeur Général

Objet : transmission des TDR du séminaire sur les outils de la planification et leurs interrelations

Monsieur le Coordonnateur,

Je vous transmets, ci-joint, les différents termes de référence relatifs au séminaire prévu sur les outils de la planification et leurs interrelations ainsi que le projet de budget pour le recrutement d'un consultant.

En effet, dans le but de permettre à ce séminaire d'aboutir à des recommandations importantes pour l'amélioration du fonctionnement du système national de planification, il a été retenu au sein du comité scientifique, mis en place pour approuver les documents préparatoires, de recruter un consultant externe. Celui-ci serait chargé de faire le diagnostic de notre système de planification afin de donner les intrants nécessaires à la tenue du séminaire.

Pour ce faire, je vous prie de bien vouloir faire prendre les dispositions utiles pour nous permettre de recruter cet expert dans les meilleurs délais. Je rappelle que les ressources pour cette activité ont été bien positionnées dans le plan de travail de ce quatrième trimestre 2011.

Tout en vous remerciant pour votre collaboration, je vous prie de croire, Monsieur le Coordonnateur, à l'expression de ma considération distinguée.

Pièces jointes : 4

- TDR du consultant pour l'étude sur le système de planification
- TDR du séminaire sur les outils de la planification et leurs interrelations
- Projet d'agenda du séminaire
- Projet de budget pour le recrutement du consultant

A
Monsieur Ousmane KA
Coordonnateur du P.R.P.
DAKAR



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE

ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU PLAN

TERMES DE REFERENCE DU CONSULTANT POUR L'ETUDE DIAGNOSTIC SUR
LES OUTILS ET LES FONCTIONS DE LA PLANIFICATION

Août 2011

1. Contexte et justification

La planification a très tôt été une approche privilégiée dans l'élaboration de la stratégie nationale de développement du Sénégal. Elle passe par la conception et la mise en œuvre de plans de développement économique et social et se définit, à la fois, comme un exercice d'anticipation réaliste des perspectives de développement et un ensemble de procédures et de méthodes de mise en œuvre des moyens disponibles ou susceptibles de l'être, pour atteindre les objectifs jugés prioritaires.

A partir des années 70, la mise en œuvre des plans se fera dans un contexte économique particulièrement difficile, obligeant l'Etat à passer des accords avec les institutions financières internationales (FMI, BM), assortis de mesures d'urgence qui ne cadraient pas souvent avec les exigences de la demande sociale. Cette situation a engendré l'existence d'un double système de pilotage de l'économie (l'ajustement financier et le plan de développement classique) qui a été accentué par la concurrence des différentes structures qui intervenaient dans la conception des politiques de développement. C'est la raison pour laquelle le système de planification de l'époque a été réformé en 1987. Le système national de planification (SNP) est ainsi articulé autour de trois instruments qui couvrent chacun un horizon temporel bien défini : l'étude prospective pour le long terme (25 ans), la loi Plan d'orientation Economique et Social pour le moyen terme (6 ans) et le Programme triennal d'investissements publics pour le court terme (3 ans), révisable annuellement. Cette réforme avait réparti les fonctions principales en deux catégories à savoir, l'élaboration et le suivi du plan d'une part et, d'autre part, la programmation, la budgétisation et le suivi des projets (PTIP). La liaison entre ces deux catégories était assurée par les Perspectives Triennales Glissantes et le Comité de Sélection des Projets. Elle a été expérimentée lors de la mise en œuvre des 8^{ème} et 9^{ème} Plans.

En 2000, le Sénégal est admis à l'Initiative Pays Pauvre Très Endetté (PPTE) et s'est engagé activement dans la conception d'un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), cadre d'orientation et de mise en œuvre de la politique de lutte contre la pauvreté, pour la période 2003-2005. Initialement, ce document devrait être un instrument essentiel d'opérationnalisation du Plan d'Orientation pour le Développement Economique et Social (PODES) focalisé sur les orientations stratégiques. Mais pendant que le processus d'habilitation du X^{ème} Plan (2002-2007) n'a pu arriver à son terme et que l'élaboration du XI^{ème} Plan, toujours en cours, connaît beaucoup de retard, le DSRP est devenu le premier document de référence en matière de politique économique et sociale à moyen terme. Actuellement, le DSRP de troisième génération devenu Document de politique économique et sociale est en cours de validation pour la période 2011 – 2015.

A côté de ces instruments de pilotage national, se trouvent au niveau sectoriel les lettres de politiques sectorielles qui déclinent les objectifs à atteindre par secteur et qui sont de plus en plus opérationnalisées à travers les cadres de dépenses sectorielles à moyen terme (CDSMT). Ces derniers compris parmi les outils de la gestion axée sur les résultats (GAR) se veulent des cadres de planification et de programmation budgétaire focalisés sur les résultats à atteindre et une allocation efficiente des ressources.

En effet, le contexte du pilotage économique est marqué par la volonté du Gouvernement d'inscrire son action dans une perspective de Gestion axée sur les résultats de développement avec :

- l'adoption de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide par le Gouvernement en 2005 qui préconise une gestion plus efficace de l'économie suivant les cinq principes

orientations nationales prises au niveau central soient matérialisées par des décisions spécifiques et concrètes au niveau local. Une telle approche doit permettre de garantir la cohérence des politiques nationales et locales, de résoudre les problèmes de disparités régionales et d'enclavement.

Ces outils et approches de développement, dans leurs principes, préconisent le renforcement de la planification en général (conception/élaboration, mise en œuvre, suivi, évaluation) pour rendre l'investissement public plus efficace, mais le SNP, tel que décrit ci-haut, s'en retrouve fondamentalement secoué, car on n'a pas toujours pris le soin de le prendre comme repère dans la mise en œuvre des réformes. La multiplication des documents de politique et des structures de missions pour leur mise en œuvre et suivi a entraîné un bouleversement des fonctions et des modalités de la planification. Ces changements nécessitent aujourd'hui d'être pensés, ordonnés et mis en cohérence dans un cadre institutionnel lisible, stable et opérationnel.

La situation actuelle est telle, qu'il serait nécessaire de faire une analyse des différentes fonctions de la planification afin d'établir les liens entre les différents outils pour leur permettre de jouer correctement leurs rôles. L'articulation entre les fonctions de la planification, les documents de politique et un cadre institutionnel approprié devient une question importante pour adapter le SNP face à l'évolution des fonctions de la planification. En effet, l'efficacité de la gestion des politiques publiques appelle de plus en plus à l'articulation des documents de référence des politiques et à l'harmonisation de la programmation pluriannuelle de ces derniers. L'introduction de nouveaux outils de programmation budgétaire pluriannuelle tels que les CDMT (global et sectoriel) et les budget-programmes (qui viennent d'être consacrés par les nouvelles directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques de l'UEMOA) participe de l'effort de rationalisation des stratégies de développement pour une mise en œuvre cohérente, efficace et soutenable. Toutes ces évolutions appellent une restructuration des fonctions de la planification autour de quatre grands axes :

- La prospective pour la vision à long terme
- L'approche du développement à moyen terme
- L'approche sectorielle pour la cohérence des politiques sectorielles avec le cadre de référence national;
- L'approche territoriale pour la cohérence des politiques entre le niveau central et le niveau décentralisé;
- L'évaluation des choix d'investissements publics.

La multiplicité des outils de pilotage de l'économie qui caractérisent le contexte actuel nécessite un travail de mise en cohérence et de clarification de leurs rôles pour une gestion performante de l'économie nationale. Dans un tel contexte, il s'avère nécessaire de faire un diagnostic exhaustif du système de planification actuel avant de réunir tous les acteurs du développement à travers un séminaire pour échanger et trouver les solutions à la problématique posée.

Pour ce faire, les présents termes de référence décrivent le travail attendu du consultant qui sera recruté pour faire le rapport diagnostic devant servir d'input au séminaire.

2. Objectifs

a. Objectif général

L'objectif général est de faire l'état des lieux de la planification nationale au Sénégal et de proposer des solutions et recommandations pour une amélioration du système de planification.

b. Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il s'agira de :

- faire l'inventaire des outils de planification au niveau national selon les divers horizons ;
- présenter leurs fonctions ainsi que les acteurs et leurs rôles et responsabilités impliqués dans leur élaboration, suivi et évaluation ;

2. Objectifs

a. Objectif général

L'objectif général est d'amener les acteurs à échanger sur les outils de la planification, leurs fonctions et interrelations dans la perspective d'améliorer le Système national de Planification.

b. Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il s'agira de :

- faire un état des lieux du système actuel de planification ;
- clarifier les liens entre les différents outils de pilotage de l'économie ;
- identifier les rôles et responsabilités des structures impliquées dans le processus de formulation et de mise en œuvre de la politique économique ;
- partager le concept et l'approche de la double planification ;
- créer un consensus sur les fonctions de la planification ;
- relancer le rôle de la planification dans le processus de décision publique ;
- formuler des recommandations idoines en vue d'améliorer le SNP.

3. Résultats attendus

Il est attendu de cet atelier les résultats suivants :

- un diagnostic approfondi du SNP est établi et partagé ;
- les relations ou liens entre les différents documents de planification sont clarifiés ;
- les rôles et mandats des structures sont redéfinis (ou clarifiés) ;
- des recommandations pour renforcer le cadre institutionnel sont formulées ;
- le concept et l'approche de la double planification sont partagés ;
- un consensus sur les fonctions de la planification est adopté
- un cadre de relance de la planification dans le processus de décision publique est créé.

4. Démarche méthodologique

a. Comité préparatoire

Compte tenu de la diversité des acteurs du SNP et de la complexité de la problématique soulevée, l'approche participative sera préconisée. A cet effet, un comité scientifique composé de l'Inspection Générale des Finances/Bureau de Suivi, la DGP, le CEPOD, la CSPLP, la DCEF, la DDI, la DB, l'ANSD, la DPEE et le Pôle Stratégies du PNUD est mis en place. Présidé par l'IGF/BS, ce comité a pour mission essentielle de déterminer les contours et les modalités de mise en œuvre de l'atelier. La Direction Générale du Plan en assure le secrétariat technique.

b. Déroulement de l'atelier

Pour faciliter le diagnostic de l'état du SNP, un consultant sera recruté pour mener une étude diagnostic permettant de dégager les points essentiels de dysfonctionnement sur lesquels les participants au séminaire devront s'appesantir. Le séminaire se déroulera en deux temps. Dans un premier temps, les thèmes relatifs à l'Evolution de la planification dans la conception du développement seront abordés suivant le niveau mondial et régional et seront complétés par des contributions.

Dans une deuxième phase, trois (3) communications extraites du rapport diagnostic sur le système de planification au Sénégal seront effectuées par le consultant et donneront l'occasion

5. Livrables

Il est attendu du consultant les livrables ci-après :

- Un rapport provisoire à déposer un mois calendaire (30 jours) après le démarrage de la mission (support électronique et papier en cinq (5) exemplaires)
- Un rapport définitif quinze (15) jours après le dépôt du rapport provisoire (support électronique et papier en cinq (5) exemplaires)
- Trois (3) communications en power point issues du rapport sur (i) la présentation du système actuel de planification et de ses outils, (ii) examen critique du système actuel de planification et (iii) présentation des propositions de solutions.

Le comité scientifique examine le rapport provisoire dans un délai maximum de cinq (5) jours après sa réception.

6. Choix du consultant

Le consultant sera sélectionné selon les procédures de marché en vigueur et devra avoir le profil suivant :

- Etre diplômé du troisième cycle universitaire dans les domaines suivants : sciences économiques ou sociales, Planification, ou tout domaine pertinent
- Avoir une expérience d'au moins dix (10) ans dans le domaine du pilotage nationale de l'économie dans l'administration publique ou dans les institutions internationales
- Bien connaître le système de planification sénégalais
- Bien connaître les tendances en matière de planification du développement
- Etre disponible immédiatement
- Avoir l'habitude de faire des présentations devant un auditoire d'experts.

7. Modalités pratiques

L'étude sera financée par le Programme d'appui à la mise en œuvre de la stratégie de Réduction de la Pauvreté (P.R.P.).

Le consultant sera recruté pour une durée de quarante cinq (45) jours calendaires pour la production de l'étude et sera pris en charge pour sa participation au séminaire de partage.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

**Ministère de l'Economie et
Des Finances**

DIRECTION GENERALE DU PLAN

**ETUDE SUR LES OUTILS DE LA PLANIFICATION ET
LEURS INTERRELATIONS**

Projet de budget

<i>Désignation</i>	<i>Cout unitaire (en F CFA)</i>	<i>Quantité</i>	<i>Cout total (en F CFA)</i>
Honoraires du consultant	100 000	30 jours	3 000 000
TOTAL			3 000 000

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE

ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU PLAN

**TERMES DE REFERENCE DU SEMINAIRE SUR
LES OUTILS ET LES FONCTIONS DE LA PLANIFICATION**

Août 2011

1. Contexte et justification

La planification a très tôt été une approche privilégiée dans l'élaboration de la stratégie nationale de développement du Sénégal. Elle passe par la conception et la mise en œuvre de plans de développement économique et social et se définit, à la fois, comme un exercice d'anticipation réaliste des perspectives de développement et un ensemble de procédures et de méthodes de mise en œuvre des moyens disponibles ou susceptibles de l'être, pour atteindre les objectifs jugés prioritaires.

A partir des années 70, la mise en œuvre des plans se fera dans un contexte économique particulièrement difficile, obligeant l'Etat à passer des accords avec les institutions financières internationales (FMI, BM), assortis de mesures d'urgence qui ne cadraient pas souvent avec les exigences de la demande sociale. Cette situation a engendré l'existence d'un double système de pilotage de l'économie (l'ajustement financier et le plan de développement classique) qui a été accentué par la concurrence des différentes structures qui intervenaient dans la conception des politiques de développement. C'est la raison pour laquelle le système de planification de l'époque a été réformé en 1987. Le système national de planification (SNP) est ainsi articulé autour de trois instruments qui couvrent chacun un horizon temporel bien défini : l'étude prospective pour le long terme (25 ans), la loi Plan d'orientation Economique et Social pour le moyen terme (6 ans) et le Programme triennal d'investissements publics pour le court terme (3 ans), révisable annuellement. Cette réforme avait réparti les fonctions principales en deux catégories à savoir, l'élaboration et le suivi du plan d'une part et, d'autre part, la programmation, la budgétisation et le suivi des projets (PTIP). La liaison entre ces deux catégories était assurée par les Perspectives Triennales Glissantes et le Comité de Sélection des Projets. Elle a été expérimentée lors de la mise en œuvre des 8^{ème} et 9^{ème} Plans.

En 2000, le Sénégal est admis à l'Initiative Pays Pauvre Très Endetté (PPTE) et s'est engagé activement dans la conception d'un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), cadre d'orientation et de mise en œuvre de la politique de lutte contre la pauvreté, pour la période 2003-2005. Initialement, ce document devrait être un instrument essentiel d'opérationnalisation du Plan d'Orientation pour le Développement Economique et Social (PODES) focalisé sur les orientations stratégiques. Mais pendant que le processus d'habilitation du X^{ème} Plan (2002-2007) n'a pu arriver à son terme et que l'élaboration du XI^{ème} Plan, toujours en cours, connaît beaucoup de retard, le DSRP est devenu le premier document de référence en matière de politique économique et sociale à moyen terme. Actuellement, le DSRP de troisième génération devenu Document de politique économique et sociale est en cours de validation pour la période 2011 – 2015.

A côté de ces instruments de pilotage national, se trouvent au niveau sectoriel les lettres de politiques sectorielles qui déclinent les objectifs à atteindre par secteur et qui sont de plus en plus opérationnalisées à travers les cadres de dépenses sectorielles à moyen terme (CDSMT). Ces derniers compris parmi les outils de la gestion axée sur les résultats (GAR) se veulent des cadres de planification et de programmation budgétaire focalisés sur les résultats à atteindre et une allocation efficiente des ressources.

En effet, le contexte du pilotage économique est marqué par la volonté du Gouvernement d'inscrire son action dans une perspective de Gestion axée sur les résultats de développement avec :

- l'adoption de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide par le Gouvernement en 2005 qui préconise une gestion plus efficace de l'économie suivant les cinq principes

fondamentaux que sont : l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion axée sur les résultats et la responsabilité mutuelle ;

- la poursuite de la réforme de la gestion des finances publiques à travers la mise en œuvre d'un Plan des Réformes budgétaires et financières actualisé et de l'Instrument de Soutien à la Politique Economique (ISPE), un accord sans décaissement passé avec le FMI ;
- l'adoption de la double planification comme approche consistant à combiner une planification stratégique au sommet à une planification opérationnelle à la base, de telle sorte que les orientations nationales prises au niveau central soient matérialisées par des décisions spécifiques et concrètes au niveau local. Une telle approche doit permettre de garantir la cohérence des politiques nationales et locales et de résoudre les problèmes de disparités régionales et d'enclavement.

Ces outils et approches de développement, dans leurs principes, préconisent le renforcement de la planification en général (conception/élaboration, mise en œuvre, suivi, évaluation) pour rendre l'investissement public plus efficace, mais le SNP, tel que décrit ci-haut, s'en retrouve fondamentalement secoué, car on n'a pas toujours pris le soin de le prendre comme repère dans la mise en œuvre des réformes. La multiplication des documents de politique et des structures de missions pour leur mise en œuvre et suivi a entraîné un bouleversement des fonctions et des modalités de la planification. Ces changements nécessitent aujourd'hui d'être pensés, ordonnés et mis en cohérence dans un cadre institutionnel lisible, stable et opérationnel.

La situation actuelle est telle, qu'il serait nécessaire de faire une analyse des différentes fonctions de la planification afin d'établir les liens entre les différents outils pour leur permettre de jouer correctement leurs rôles. L'articulation entre les fonctions de la planification, les documents de politique et un cadre institutionnel approprié devient une question importante pour adapter le SNP face à l'évolution des fonctions de la planification. En effet, l'efficacité de la gestion des politiques publiques appelle de plus en plus à l'articulation des documents de référence des politiques et à l'harmonisation de la programmation pluriannuelle de ces derniers. L'introduction de nouveaux outils de programmation budgétaire pluriannuelle tels que les CDMT (global et sectoriel) et les budget-programmes (qui viennent d'être consacrés par les nouvelles directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques de l'UEMOA) participe de l'effort de rationalisation des stratégies de développement pour une mise en œuvre cohérente, efficace et soutenable. Toutes ces évolutions appellent une restructuration des fonctions de la planification autour de quatre grands axes :

- La prospective pour la vision à long terme
- L'approche du développement à moyen terme
- L'approche sectorielle pour la cohérence des politiques sectorielles avec le cadre de référence national;
- L'approche territoriale pour la cohérence des politiques entre le niveau central et le niveau décentralisé;
- L'évaluation des choix d'investissements publics.

La multiplicité des outils de pilotage de l'économie qui caractérisent le contexte actuel nécessite un travail de mise en cohérence et de clarification de leurs rôles pour une gestion performante de l'économie nationale. Dans un tel contexte, il s'avère opportun de réunir tous les acteurs du développement à travers un séminaire pour échanger et trouver les solutions à la problématique posée et poser les jalons pour replacer la planification au cœur du processus de prise de décisions publiques.

2. Objectifs

a. Objectif général

L'objectif général est d'amener les acteurs à échanger sur les outils de la planification, leurs fonctions et interrelations dans la perspective d'améliorer le Système national de Planification.

b. Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il s'agira de :

- faire un état des lieux du système actuel de planification ;
- clarifier les liens entre les différents outils de pilotage de l'économie ;
- identifier les rôles et responsabilités des structures impliquées dans le processus de formulation et de mise en œuvre de la politique économique ;
- partager le concept et l'approche de la double planification ;
- créer un consensus sur les fonctions de la planification ;
- relancer le rôle de la planification dans le processus de décision publique ;
- formuler des recommandations idoines en vue d'améliorer le SNP.

3. Résultats attendus

Il est attendu de cet atelier les résultats suivants :

- un diagnostic approfondi du SNP est établi et partagé ;
- les relations ou liens entre les différents documents de planification sont clarifiés ;
- les rôles et mandats des structures sont redéfinis (ou clarifiés) ;
- des recommandations pour renforcer le cadre institutionnel sont formulées ;
- le concept et l'approche de la double planification sont partagés ;
- un consensus sur les fonctions de la planification est adopté
- un cadre de relance de la planification dans le processus de décision publique est créé.

4. Démarche méthodologique

a. Comité préparatoire

Compte tenu de la diversité des acteurs du SNP et de la complexité de la problématique soulevée, l'approche participative sera préconisée. A cet effet, un comité scientifique composé de l'Inspection Générale des Finances/Bureau de Suivi, la DGP, le CEPOD, la CSPLP, la DCEF, la DDI, la DB, l'ANSD, la DPEE et le Pôle Stratégies du PNUD est mis en place. Présidé par l'IGF/BS, ce comité a pour mission essentielle de déterminer les contours et les modalités de mise en œuvre de l'atelier. La Direction Générale du Plan en assure le secrétariat technique.

b. Déroulement de l'atelier

Pour faciliter le diagnostic de l'état du SNP, un consultant sera recruté pour mener une étude diagnostic permettant de dégager les points essentiels de dysfonctionnement sur lesquels les participants au séminaire devront s'appesantir. Le séminaire se déroulera en deux temps. Dans un premier temps, les thèmes relatifs à l'Evolution de la planification dans la conception du développement seront abordés suivant le niveau mondial et régional et seront complétés par des contributions.

Dans une deuxième phase, trois (3) communications extraites du rapport diagnostic sur le système de planification au Sénégal seront effectuées par le consultant et donneront l'occasion

aux participants de débattre sur l'organisation et le fonctionnement du système ainsi que sur ses manquements avant de formuler des recommandations.

5. Thèmes

Les thèmes suivant seront examinés :

- 1. Evolution de la planification dans la conception du développement :**
 - **Au niveau mondial et continental :**
 - o Analyse comparative des différentes approches: problèmes et leçons apprises ;
 - o Planification et évolution des paradigmes de développement en Afrique ;
 - o Quels nouveaux rôles et statuts pour la planification du développement en Afrique ?
 - **Au niveau sous-régional :**
 - o Le nouveau cadre de programmation budgétaire de l'UEMOA
 - o Articulation planification, programmation, budgétisation, suivi et évaluation
 - o Difficultés et enjeux dans la zone UEMOA
- 2. Le système actuel de planification au Sénégal :**
 - o Présentation du système national de planification et des autres cadres de planification
 - o Examen critique du système actuel de planification
- 3. Relance de la planification au Sénégal**
 - o Propositions de solutions et recommandation pour une réorganisation du SNP

Les conclusions du séminaire seront consignées dans un document qui sera soumis aux hautes autorités.

6. Modalités pratiques

Le séminaire sera financé par le Programme d'Appui à la Mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la Pauvreté (P.R.P.) et se tiendra dans le courant du dernier trimestre de 2011 pour une durée de deux jours.

Une soixantaine de participants représentants de l'Administration, des Universités, des Collectivités locales, du Secteur privé, de la Société Civile, du Parlement (Assemblée Nationale et Sénat), du Conseil Economique et Social et des Partenaires au développement sont pressentis.

Journées de réflexion sur les outils et les fonctions de la Planification

PROJET DE PROGRAMME

PREMIER JOUR					
Horaires	Activités / Sujets	Intervenants	Modérateurs	Commentateurs	Rapporteurs
8h30-9h00	Mise en place des invités.				
9h00-9h15	Allocution d'ouverture	Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances			
Thème I : Evolution de la planification dans la conception du développement					
9h15-9h 50	<p><u>Au niveau mondial et africain :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - analyse comparative des différentes approches : (i) applications et résultats (ii) problèmes et leçons apprises ; - planification et évolution des paradigmes de développement en Afrique; - quels nouveaux rôles et statuts pour la planification du développement en Afrique 	<p>Institut africain de Développement économique et de Planification (IDEP) (20 mn)</p>	<p>Pr. Moustapha KASSE, Ex-Doyen de la Faculté de sciences économiques de l'UCAD</p>	<p>M. Aliou FAYE, Ingénieur -Statisticien- Economiste, Directeur du Centre d'Etude de Politique pour le Développement (CEPOD) (5 mn)</p> <p>Dr Rokhaya SENE Membre de l'Académie nationale des Sciences et Techniques Ex-Directeur Général du Plan (5 mn)</p>	<p>Mr. Ibrahima BEYE, Conseiller en Planification, Division de la Planification régionale/DPN</p>

					<p>M. Mayacine DIAGNE Spécialiste du Développement local Professeur à l'Université Gaston Berger DC du Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales (5 mn)</p>	
9h 50-10h 20	<p>Au niveau régional : Points développés : - Le nouveau cadre de l'UEMOA ; - Articulation programmation-budgétisation-suivi-évaluation ; - Difficultés et enjeux dans la zone UEMOA.</p>	<p>Pôle Stratégies de développement et finances publiques (bureau régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest) (20 mn)</p>	<p>Pr. Moustapha KASSE, Economiste, Ex-Doyen de la Faculté de sciences économiques de l'UCAD</p>	<p>Mme Khady Ndao DIAGNE Experte UEMOA en Finances publiques Directrice adjointe du Budget (10 mn)</p> <p>M. Pierre Ndiaye Directeur de la Prévision et des Etudes économiques</p>	<p>Mr. Ibrahima BEYE, Conseiller en Planification, Division de la Planification régionale/DPN</p>	
10h 20-10h 45	Discussions					
10h45-11h	Pause Café					

Thème II : Le système actuel de planification au Sénégal

Horaires	Activités/sujets	Intervenants	Modérateurs	Commentateurs	Rapporteurs
1. Présentation du système national de planification et des autres cadres de planification					
11h- 11h50	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation des outils de planification : fonctions et interrelations ; - Identification des acteurs et présentation de leurs rôles et responsabilité ; - Présentation du système global 	Consultant (40 mn)	M. Ibrahima SALL Economiste Conseiller technique/MEF	M. Ciré TOURE Economiste Conseiller technique/MEF (5 mn) M. Hamath SALL Directeur Général ANAT (5 mn)	M. Ibrahima SARR, Economiste-Planificateur, Chef de la Division de la Planification Régionale/DPN
11h50 – 13h	Discussions autour du thème				
13h – 14h30	Pause Déjeuner				

2. Examen critique du système de planification au Sénégal

Horaires	Activités / sujets	Intervenants	Modérateurs	Commentateurs	Rapporteurs
14h30- 15h40	<ul style="list-style-type: none"> - Description des dysfonctionnements ; - Analyse critique du système ; - Problématique de la planification au Sénégal 	Consultant (40 mn)	M. Ibrahima SALL Economiste Conseiller technique /MEF	<p>M. Abdou Karim LO, Délégué à la Réforme de l'Etat et à l'Assistance Technique (DREAT) (10 mn)</p> <p>M. Massar WAGUE, Economiste, Directeur de la Coopération Economique et Financière (DCEF) ; (10 mn)</p> <p>M. Babakar FALL, Ingénieur-Statisticien-Economiste, Directeur de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) (10 mn)</p>	M. Mouhamadou NIANG, Economiste Chef de la Division de la Planification Générale /DPN
15h40- 16h40	Discussions autour du thème				
16h40- 17h	Synthèse des travaux de la première journée				

DEUXIEME JOUR

Horaires	Activités/sujets	Intervenants	Modérateurs	Commentateurs	Rapporteurs
Relance de la planification au Sénégal					
9h30-9h45	Rapport du 1 ^{er} jour	Rapporteur Général M. Cheikh DIOP Chef du Bureau de suivi de l'IGF/MEF	M. Ibrahima BOYE Conseiller technique, Chef de cabinet/MEF	-	Mme Zeynab Mbengue WADE Conseillère technique/DGP/MEF
9h45-10h	Présentation des propositions de solutions	Consultant (15 mn)			
10h-10h15	Pause Café				
10h15 - 13h	Examen des pistes de solutions et formulations des recommandations	Participants	M. Ibrahima BOYE Conseiller technique, Chef de cabinet/MEF	-	Mme Zeynab Mbengue WADE Conseillère technique/DGP/MEF
13h - 13h30	Synthèse des travaux				
13h30-14h30	Clôture du séminaire par le Ministre délégué chargé du budget				
	Déjeuner				